

Le Haut-Commissaire des droits de l'Homme alerte sur les exactions au Burundi

UN News Centre, 28 septembre 2015 Burundi : l'ONU alarmée par la hausse récente des arrestations, détentions et meurtres Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'est inquiété lundi d'une augmentation alarmante du nombre d'arrestations, de détentions et de meurtres au Burundi depuis le début du mois de septembre. « Presque chaque jour, des corps sans vie sont retrouvés dans les rues de certains quartiers de Bujumbura. Dans de nombreux cas, les victimes semblent avoir été tuées par des balles tirées à bout portant. Leurs corps portent parfois des traces de torture et sont souvent retrouvés les mains liées dans le dos », a déclaré le Haut-Commissaire.

« Des rapports suggèrent que nombre de ces personnes avaient été arrêtées par la police ou par le Service national de renseignement (SNR) avant leur mort. Cette succession de meurtres inexplicables et l'impression largement répandue qu'ils pourraient avoir un lien avec les institutions étatiques instillent une peur profonde au sein de la population, en particulier au sein des quartiers connus pour leur soutien à l'opposition », a-t-il ajouté. Depuis avril 2015, le Haut-Commissariat a enregistré 134 meurtres ainsi que des centaines de cas d'arrestations et de détentions arbitraires, dont 704 arrestations depuis début septembre. Les personnes arrêtées sont généralement relâchées après quelques jours mais certaines restent en détention préventive pendant des mois, bien au-delà de la durée maximale autorisée par la législation nationale et internationale. « Nous assistons à une intensification des opérations de recherche dans certains quartiers de Bujumbura et dans d'autres parties du pays, avec pour but principal la saisie d'armes illégales », a déclaré le Haut-Commissaire. « Les jeunes adultes semblent être particulièrement ciblés. Nombre d'entre eux déclarent avoir été accusés par les autorités de vouloir rejoindre les rangs de groupes rebelles dans les pays voisins ». « A Bujumbura, le plus souvent, la police encerclé un quartier précis et bloque tous les points d'entrée et sortie pendant l'opération de recherche. Comme ces opérations durent parfois plusieurs jours, cette méthode soulève de sérieuses questions en termes de liberté de mouvement », a déclaré Zeid Ra'ad Al Hussein. Des accusations répétées de pillage et de destruction de biens par la police lors de ces perquisitions ont été recueillies de diverses sources. Le bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au Burundi a documenté plus de 90 cas de torture depuis le mois d'avril 2015. « Nous avons aussi recueilli de nombreuses allégations de tortures qui auraient été perpétrées par la police ou le SNR, avec pour but principal de contraindre les victimes à avouer leur participation à la rébellion armée. Jusqu'à ce jour, les auteurs de ces tortures et de ces meurtres ont bénéficié d'une impunité totale », a-t-il souligné. D'après Zeid, « des crimes aussi graves que des exécutions extra-judiciaires et des tortures ayant lieu et demeurant impunis, davantage de personnes sont tentées de faire justice elles-mêmes. Il existe un risque croissant de voir cette spirale de représailles violents ramener le pays vers son passé sanglant ». Son équipe au Burundi a documenté des cas d'attaques ciblées contre, d'un côté, des membres de l'opposition et de la société civile, et de l'autre, des membres et des partisans du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, leurs familles, des hauts fonctionnaires et des responsables militaires. Le Haut-Commissaire a souligné l'importance de la coopération en cours avec les autorités burundaises et les a exhortées à lutter contre l'impunité.